



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 07/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAZECHIM

2 avenue Bertrand DUGUESCLIN
34500 Béziers

Références : UD34/H4/SM/2025-060
Code AIOT : 0006600891

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement GAZECHIM implanté ZI du Capiscol 27 rue Martin Luther King 34500 Béziers. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale 2025 « plan de modernisation des installations industrielles » dit PMII.

L'âge de l'outil industriel français est un des facteurs du vieillissement des équipements industriels, comme l'illustre l'accidentologie de ce secteur. Le suivi et la maîtrise des conséquences du vieillissement des équipements industriels sont donc des facteurs essentiels de la maîtrise des risques technologiques.

Les arrêtés ministériels du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et du 3

octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, intègrent un ensemble de dispositions réglementaires visant à suivre les équipements pouvant conduire à des risques pour la vie humaine et pour l'environnement.

En vigueur depuis maintenant plus d'une dizaine d'années, ces dispositions réglementaires font maintenant partie du « paysage réglementaire » global et n'ont plus fait l'objet depuis 2017 d'action nationale dédiée.

Ainsi, cette action a notamment pour objectif de vérifier la bonne appropriation dans le temps du cadre réglementaire et la mise en œuvre pérenne des différentes exigences de suivi des équipements. Cette action vise en particulier la pertinence du recensement réalisé par les exploitants et la bonne mise en œuvre des programmes de surveillance, notamment par le respect des échéances.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZECHIM
- ZI du Capiscol 27 rue Martin Luther King 34500 Béziers
- Code AIOT : 0006600891
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société GAZECHIM est spécialisée dans le conditionnement de gaz toxiques liquéfiés. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 91-1-2809 du 1er octobre 1991 dont les prescriptions techniques ont été modifiées et remplacées par celles de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2008-1-1472 du 27 mai 2008 complétées par les arrêtés préfectoraux du 4 décembre 2009, du 25 mars 2014, du 13 septembre 2018, du 11 juin 2020, du 10 décembre 2021, du 6 octobre 2022 et du 6 juillet 2023.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Organisation pour les sites SSH (lien PMII – SGS)	Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Point 3 Annexe 1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
5	Modalités de suivi des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	tuyauteries et capacités soumis au PMII			
6	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un référentiel et d'outils adaptés à la surveillance du vieillissement des installations industrielles répondant à la réglementation en vigueur et inclus dans son système de gestion de la sécurité (SGS). Au niveau site, l'exploitant a identifié et recensé les équipements concernés. Le programme d'inspection est en place et mis en œuvre correctement. L'exploitant dispose des dossiers de suivi des équipements. A l'issue de l'inspection, il apparaît que des pistes d'améliorations se dégagent, notamment sur la surveillance des tuyauteries. Des demandes d'actions correctives sont demandées à l'issue des constats établis aux fiches 2, 4, 5 et 6.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application démarche PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Champ d'application
Prescription contrôlée :
Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

Constats :

Le site Gazechim à Béziers (Hérault) est soumis à autorisation et relève du régime Seveso Seuil Haut. Le classement de ses activités a été acté en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-07-DRCL-0338 en date du 6 juillet 2023.

À ce titre, le site est concerné par les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

L'exploitant connaît l'existence du Plan de Modernisation des Installations Industrielles, dit PMII.

Sur site, une démarche de mise en œuvre du PMII a été engagée dès 2013, date à laquelle une première inspection avait déjà permis de vérifier la bonne prise en compte de ces obligations. Des procédures et instructions ont été créées pour encadrer la mise en œuvre du PMII en lien avec le système de gestion de la sécurité (SGS) du site. Cet aspect est détaillé dans la fiche suivante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Organisation pour les sites SSH (lien PMII – SGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/04/2014, article Point 3 Annexe 1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Lien PMII - SGS

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.

Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

[...] Elles [Ces procédures et instruction] permettent a minima :

[...] - pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier contenant : l'état initial de l'équipement, la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant, par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis.

Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.

Ces dossiers ou une copie de ces dossiers sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées.

Constats :

Comme indiqué précédemment, des procédures et instructions ont été créées pour encadrer la

mise en œuvre du PMII en lien avec le système de gestion de la sécurité (SGS) du site :

- **la procédure PS-GL-SGS-006**, qui définit, au niveau groupe, les actions à mettre en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement de certains équipements selon les dispositions du plan de modernisation des installations industrielles. Cette procédure englobe également les équipements sous pression (ESP). Elle précise les référentiels utilisés pour le recensement et la mise en place des plans et programmes d'inspection, notamment les guides professionnels reconnus DT92, 93, 94 et 96.
- **la notice technique PM2I-GL-SGS-001**, version mise à jour en 2022, qui établit, sur le site de Béziers, le recensement des équipements soumis et définit la stratégie de contrôle et les vérifications périodiques associées.
- **le document AN-GL-SGS-041** qui synthétise les équipements concernés par le PMII pour le site de Béziers.

L'inspection constate que l'exploitant s'est doté d'un dispositif documentaire structuré pour répondre aux exigences du PMII. Les fiches suivantes permettront de vérifier en détail la cohérence du **périmètre retenu** ainsi que la **traçabilité du suivi** des équipements concernés.

Actuellement, une seule personne sur le site est formée à l'inspection des équipements PM2I. Deux autres collaborateurs sont en cours de formation pour assurer ce type de contrôle conformément à la matrice polycompétences du groupe.

La procédure de formation est intégrée au Système de Gestion de la Sécurité (SGS) sous la référence FSG-GL-SGS-004. La formation spécifique au contrôle PM2I est quant à elle référencée AN-GL-SGS-006.

Aucune formalisation spécifique n'est prévue pour encadrer le recyclage de la formation PMII. Celui-ci est réalisé lors de chaque mise à jour de la notice PMII. La dernière formation suivie par le contrôleur PMII remonte à 2022, ce qui est cohérent avec la dernière révision de la notice PMII transmise.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des constats réalisés et inscrits dans les fiches suivantes, il est attendu que l'exploitant mette à jour l'instruction PMII pour tenir compte des demandes ou des propositions d'améliorations formulées par l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :

- supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou
- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les

<p>phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df. <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et - les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la méthodologie retenue et explicitée dans la notice technique PM2I, pour déterminer les équipements soumis au PMII.</p> <p>L'exploitant indique que le site dispose de plusieurs réservoirs de stockage aériens :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des cuves de stockage de gaz liquéfiés de capacité supérieure à 10 m³ : ammoniac et dioxyde de soufre. Ces réservoirs relèvent de la réglementation applicable aux équipements sous pression, en particulier de l'arrêté du 20 novembre 2017. Le guide DT90 précise d'ailleurs que les récipients soumis à cette réglementation ne sont pas concernés par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 4 octobre 2010. - des cuves de stockage de produits liquides de capacité supérieure à 10 m³ : alcali, bisulfite et lessive de soude. Ces produits ne sont pas visés dans cet article. <p>L'inspection a consulté les fiches de données de sécurité (FDS) des produits liquides, et confirme que ces produits ne comportent pas de mentions de danger relevant du champ d'application du PMII.</p> <p>L'exploitant conclut donc qu'aucun réservoir de stockage sur le site de Béziers n'est concerné par les dispositions du PM2I.</p> <p>Ce point avait déjà été abordé lors de la précédente inspection PM2I (2013) et avait abouti à la même conclusion.</p> <p>Dans la mesure où l'exploitant ne recense aucun réservoir soumis au PMII sur son site au titre de l'AM du 04/10/2010, les fiches « dossier », « programme inspection » et « rapport d'inspection » du canevas de l'action nationale ne sont pas déclinées dans le cadre de cette inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités - recensement 04/10
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante

au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et

2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou

3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,

sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Dans la notice PMII, l'exploitant fait le point sur les différents items proposant la soumission au PMII au titre de l'article 5 :

Item 1 : Capacités ou tuyauteries à l'origine d'un accident de gravité importante : La notice technique identifie les substances suivantes transportées, sous forme liquide ou gazeuse, dans des tuyauteries, sur le site, susceptibles de relever de cette catégorie :

- Le dioxyde de soufre (SO₂)
- L'acide chlorhydrique (HCl)
- L'ammoniac (NH₃)

En utilisant le filtre « gravité importante », l'exploitant retient uniquement les tuyauteries suivantes dans le champ du PMII :

- Le dioxyde de soufre (SO₂), sous forme gazeuse et liquide,
- L'acide chlorhydrique (HCl), sous forme liquide

Ces tuyauteries sont recensées comme relevant du PMII depuis le début de la mise en œuvre de cette démarche sur le site, en 2013.

Selon les informations disponibles dans l'étude de dangers du site, l'inspection confirme le périmètre retenu.

Pour assurer le suivi de ces équipements, l'exploitant s'appuie sur un document de synthèse

interne (réf. AN-GL-SGS-041), recensant les tuyauteries concernées par le dispositif PMII.
Cependant, lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan localisant précisément ces canalisations sur le site, ni de préciser le nombre exact de tronçons de tuyauteries soumises au PMII.

Items 2 à 5 : Le site ne dispose d'aucune capacité ou tuyauterie répondant à ces définitions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'améliorer la qualité du recensement et de pérenniser le suivi des tuyauteries soumises dans le temps, il est demandé à l'exploitant de compléter le document AN-GL-SGS-041 avec :

- un plan avec la localisation des tuyauteries soumises au PMII.
- un numérotage et un découpage des tuyauteries soumises de manière à pouvoir assurer un suivi plus fin pour tenir compte des modifications ou travaux réalisés (changement d'un tronçon par exemple à l'occasion de la modernisation de l'outil industriel ou de défauts constatés).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Tuyauteries et capacités – état initial inspections 04/10

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

La notice technique PMII comprend des parties relatives à l'état initial et à l'élaboration du plan d'inspection.

État initial

L'exploitant dispose d'un tableau récapitulant les états et caractéristiques des tuyauteries concernées par le PMII (annexe 1) élaboré selon les recommandations du guide DT96.

Plan d'inspection

L'exploitant indique que le plan d'inspection a été élaboré selon la méthodologie décrite dans le

guide professionnel DT96.

Après avoir examiné les modes de dégradation des tuyauteries concernées sur son site et identifié la classe de chacune, l'exploitant expose le plan d'inspection suivant :

- Un **contrôle de routine** à chaque raccordement (HCl et SO₂) ;
- Un **examen visuel annuel** (HCl et SO₂) ;
- Des mesures **d'épaisseur par ultrason (US)**, réalisées annuellement pour le HCl liquide uniquement (l'exploitant considère une absence de corrosion chimique de l'inox par le SO₂) ;
- Un **test sous pression à l'azote** pour les sections de tuyauteries situées en extérieur (concerne uniquement le HCl liquide).

L'exploitant a choisi une périodicité bien en dessous des recommandations du guide DT96 (qui est de 60 mois pour la classe de tuyauterie la plus sensible).

La procédure **FIG-GL-PROD-016** intitulée « **Maintenance des installations et outils de travail** » a été transmise à l'inspection. Elle précise :

- Les équipements concernés par le PMII à l'échelle du groupe ;
- Le type de contrôle applicable à chaque installation ;
- La périodicité des contrôles et les responsabilités (interne ou externe) ;
- Les points techniques à vérifier.

La planification des inspections repose sur la GMAO, générant une alerte auprès du responsable maintenance pour déclencher les interventions dans les délais impartis.

Les contrôles (visuels, épaisseur et test sous pression) sont réalisés par du personnel interne (cf. fiche de constat n°2).

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir une fiche de contrôle pour l'examen visuel, ni une méthodologie formalisée pour les mesures d'épaisseur des tuyauteries.

Contrôle d'épaisseur des tuyauteries HCl liquide

L'exploitant a identifié **13 zones de contrôle visuels** sur les tuyauteries HCl liquide. L'inspection a pu constater sur site la bonne signalisation de ces 13 zones entre le poste de dépotage des containers d'HCl et le poste de conditionnement.

L'exploitant indique, que pour chaque zone, plusieurs mesures sont effectuées à l'aide d'un appareil à ultrasons et la moyenne des mesures réalisées est retenue. Un tableau récapitulatif de la valeur retenue par zone de contrôle a été présenté, accompagné de l'historique des contrôles disponibles via la GMAO.

Des seuils ont été définis (en référence à la procédure « maintenance des installations et outils de travail ») en fonction de la perte d'épaisseur par rapport à l'état initial. En cas de dépassement, l'exploitant indique que le remplacement du tronçon de tuyauterie concerné est immédiat, compte tenu du niveau de risque associé.

L'inspection a pu constater l'absence de dépassement des seuils d'alerte depuis 2013, via le tableau des valeurs disponibles.

Dans le dernier tableau de suivi 2024, une colonne mentionne un « **remplacement tuyauterie 2024** » pour l'ensemble du réseau HCl, laissant supposer un renouvellement global. L'exploitant a précisé que seuls certains tronçons ont effectivement été remplacés et suppose la présence une erreur dans ce tableau.

Surveillance visuelle

En l'absence d'anomalies constatées, le contrôleur renseigne « RAS » dans la GMAO, ce qui fait office de compte-rendu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour le contrôle visuel, comme conseillé dans le guide DT96, il est demandé à l'exploitant de créer une fiche d'inspection et de contrôle des tuyauteries afin de tracer les inspections visuelles réalisées. Cette fiche sera intégrée dans la GMAO.

Pour le contrôle d'épaisseur, il est demandé à l'exploitant de :

- formaliser la méthodologie de réalisation des contrôles d'épaisseur
- préciser le matériel utilisé, la typologie des mesures réalisées (ultrasons) et faire référence à la formation nécessaire pour réaliser ces mesures
- ajouter systématiquement les relevés réalisés dans la GMAO

Il est également demandé à l'exploitant de clarifier le remplacement de la tuyauterie HCI en 2024 et d'identifier les tronçons concernés le cas échéant.

L'ensemble des documents du SGS relatifs au suivi des tuyauteries PMII devra être mis à jour pour tenir compte de ces demandes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et
- les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)

Constats :

Dans la notice PMII, l'exploitant fait le point uniquement sur les cuvettes de rétention (item 2) en indiquant ne pas être soumis car aucun réservoir ou capacité n'est soumis sur le site. Même si cela n'est pas précisé dans la notice, cet argumentaire convient également pour les massifs de réservoirs (item 1).

En revanche, dans sa notice, l'exploitant ne se positionne pas sur une éventuelle soumission sur le sujet des structures supportant les tuyauteries.

<p>L'exploitant indique toutefois qu'un contrôle annuel des infrastructures est réalisé sur le site. Il a présenté le plan d'inspection dédié et les types de comptes-rendus réalisés lors de ces contrôles.</p> <p>Dans la mesure où l'exploitant ne recense aucun ouvrage soumis au PMII sur son site au titre de l'AM du 04/10/2010, la fiche « modalités de suivi des ouvrages » du canevas de l'action nationale n'est pas déclinée dans le cadre de cette inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de compléter le paragraphe 1.4 de la notice PMII relatif à l'article 6 de l'AM du 04/10/2010, pour clarifier le positionnement vis-à-vis de l'ensemble des items de cet article et notamment celui sur les supports de tuyauteries.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>